



## Formulaire de demande de raccordement au réseau AEP du SEBVF

### Renseignements administratifs

#### Demandeur

- ☐ Particulier ☐ Professionnel ☐ Collectivité ☐ Exploitation agricole

#### Coordonnées du demandeur (adresse d'envoi du devis)

Entreprise, SCI/SCEA (autres) : .....

Nom du représentant : .....

N° SIRET (pour entreprise, SCI/SCEA, organisme public) : .....

Mme ..... Date de naissance : .....

M. .... Date de naissance : .....

N° de Rue / Rue : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Tél. domicile : ..... Tél. portable : .....

Courriel : .....

#### Adresse précise du raccordement à réaliser

N° de Rue / Rue : .....

N° de Parcelle : ..... N° de Section : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

### Renseignements techniques

#### Nature des travaux\*

##### Travaux neufs pour :

- ☐ le raccordement d'une maison individuelle ou d'un appartement (pose d'un seul compteur)
- ☐ le raccordement d'un bâtiment professionnel - commercial, service, industriel, agricole (pose d'un seul compteur)
- ☐ le raccordement d'un bâtiment collectif à usage d'habitation; nb d'appartements : .....
- ☐ le raccordement sans comptage (amorce) d'une parcelle à bâtir

##### Travaux de rénovation – modification du raccordement (n° d'abonné : ..... ) pour :

- ☐ le déplacement d'un compteur avec reprise du raccordement existant<sup>1</sup>
- ☐ la pose d'un ou plusieurs compteurs supplémentaires avec reprise du raccordement existant<sup>2</sup> du bâtiment rénové avec une entrée commune ; nb d'appartements supplémentaires : .....

##### Mise en service d'un raccordement existant (lotissement) pour :

- ☐ la pose d'un compteur (dans borne déjà en place<sup>3</sup>)

\* Cocher la case correspondante

<sup>1</sup> Mise en conformité – pose d'un regard de comptage en limite de domaine public

<sup>2</sup> Mise en conformité – pose d'un regard multi-comptage en limite de domaine public (sauf si local technique)

<sup>3</sup> Raccordement existant et conforme aux prescriptions techniques en vigueur du SEBVF

## **Usage du raccordement d'eau potable**

### **Usage de l'eau à titre domestique pour\***

- ☐ maison individuelle ou immeuble collectif d'habitation

### **Usage de l'eau à titre professionnel pour\***

- ☐ activité commerciale ou de service ; préciser : .....
- ☐ activité industrielle ; préciser .....
- ☐ activité agricole
- ☐ Elevage                                      ☐ Polyculture-élevage                                      ☐ Culture, horticulture

### **Utilisation d'autres sources d'alimentation en eau\***

- ☐ puits, forage                                      ☐ réutilisation des eaux de pluie                                      ☐ pas concerné

### **Autre remarque utile liée à votre projet de raccordement au réseau d'eau potable :**

.....

.....

Fait à ....., le .....

Signature :

Ces informations seront exploitées dans le cadre du montage technique du dossier de raccordement et pour un meilleur suivi de vos consommations à venir.

**La mise en service de votre nouveau raccordement, du ou des nouveaux compteurs entraînera d'office l'établissement d'un contrat d'abonnement pour chaque compteur posé.**

### **PIECES A JOINDRE AU FORMULAIRE**

- La copie de la 1<sup>ère</sup> page du permis de construire (s'il s'agit d'une nouvelle construction)
- **L'acte de propriété** (ou attestation notariée, ou extrait du Livre Foncier)
- Le plan de situation de la parcelle
- Le plan de masse avec indication de l'emplacement de la borne ou du regard de comptage (à l'exception des raccordements en lotissement)
- Un document justifiant du droit de passage (voie d'accès) si la parcelle à desservir est en retrait par rapport à la voie principale
- Un chèque de 120,00 €(\*) à l'ordre du Trésor public (**sauf pour les devis en lotissement et les devis de séparation maison d'habitation/exploitation agricole**)
- Une attestation simplifiée si vous souhaitez pouvoir bénéficier de la TVA à taux réduit sur les travaux

**NB : (\*) Pour l'établissement d'un devis, vous devez vous acquitter au préalable, d'un chèque bancaire de 120 €, ce dernier sera défacturé du montant global de votre facture si vous passez commande dans un délai de deux mois suivant la date de l'établissement du devis. Au-delà de ce délai, la somme de 120 € ne donnera plus lieu à remboursement.**